

de l'électronique, pour le secteur pétrochimique pour l'industrie de la pâte et du papier a été bien accueilli par les diverses compagnies et, à n'en pas douter, par les employés de ces industries.

Le député d'Edmonton-Ouest (l'honorable M. Lambert) nous a donné l'impression que le gouvernement, ce faisant, prétendait avoir résolu les problèmes de ces industries. Il n'en est rien. Ainsi, l'industrie pétrochimique canadienne est dans une mauvaise passe dont ne saurait la tirer le mesure annoncée par le ministre des Finances. L'effet du budget, et je n'ai pas le temps de le répéter, c'est d'avancer d'un pas dans la bonne direction et de faire comprendre aux entreprises que le gouvernement veut qu'elles réalisent des projets et ainsi de suite. Mais, bien sûr, il leur faudrait un remède beaucoup plus efficace que la modification des tarifs douaniers.

Je salue le retour du député d'Edmonton-Ouest. La difficulté majeure de l'industrie pétrochimique, c'est d'en arriver à doter le Canada d'usines assez grandes pour affronter la concurrence sur le plan international. C'est donc une question de disponibilité de matières premières aux prix en vigueur dans le monde et aussi de marchés appropriés. La décision est grave et c'est aux gouvernements étrangers, au gouvernement américain surtout, de la prendre. Nous pouvons présenter des demandes et des propositions, mais nous ne pouvons certainement pas dicter aux pays étrangers une autre ligne de conduite au sujet des importations de produits pétrochimiques.

A propos de l'arrogance à laquelle a fait allusion le député d'Edmonton-Ouest, je le répète, ni le ministre des Finances quand il a fait la déclaration que j'ai mentionnée ni moi-même ne voulions nous comporter ainsi. Tout le monde évidemment dira de la réforme que c'est trop, nous ne l'avons pas tellement entendu jusqu'à présent, ou trop peu. C'est plutôt la tendance pour le moment. Or, il me semble, considérées dans leur ensemble, les mesures qui ont été prises dans le budget et les propositions de réforme fiscale parviendront à accroître le pouvoir d'achat des Canadiens et à améliorer la situation financière des entrepreneurs ce qui leur permettra d'obtenir une politique financière équitable pour tous.

Toutefois, c'est encore une question de jugement et il faut analyser quelles seraient les répercussions d'une insuffisance ou d'un excès. Le budget est donc un budget qui se veut équilibré. Je crois que toutes les politiques se résument à un exercice d'équilibre. En tant que ministre de l'Industrie et du Commerce, j'espère et je répète que ce budget saura ramener le climat de confiance qui existait auparavant, malgré ce qu'a prétendu le député de Waterloo (M. Saltsman). J'ai été très heureux des propos qu'a tenus le président de la Noranda à la télévision, l'autre soir. Il a dit que le budget n'était évidemment pas parfait mais qu'il était particulièrement heureux de voir que le gouvernement avait consulté la population et avait tenu compte des vues exprimées par les diverses catégories de gens et de commerces, surtout en tirant ses conclusions. Ma foi, bien des gens dans l'industrie n'en étaient pas certains. J'aimerais qu'ils se rendent compte qu'ils avaient tort. J'aimerais les convaincre d'adopter à l'avenir, à l'occasion de documents comme les Livres blancs, ou quelle qu'en soit la couleur, une attitude plus constructive, et non une attitude incrédule à l'égard du régime démocratique.

On a du moins fait la preuve que ce genre de participation était utile. Je ne pense pas que la coopération qui

règne au Japon, par exemple, entre l'industrie et le gouvernement puisse jamais exister au Canada. Des différences de culture la rendent impossible. En terminant, je dirais qu'à moins d'une collaboration plus étroite entre le gouvernement et l'industrie au Canada, non seulement avec le patronat, mais aussi avec la main-d'œuvre, nous compterons en définitive parmi les rares pays où cette collaboration est inopérante et nous en subirons les conséquences sur le plan économique. Parmi les diverses mesures de réforme fiscale on a donc prévu celle qui permet à l'industrie et au gouvernement de travailler de concert et de façon plus étroite et plus constructive. C'est ce qui doit se produire, à mon avis, et je me réjouis, quant à moi, que cette coopération soit aujourd'hui meilleure que jamais. Merci, monsieur l'Orateur.

• (4.30 p.m.)

M. J. M. Forrestal (Dartmouth-Halifax-Est): Le ministre vient d'évoquer avec éloquence et sincérité les espoirs et les aspirations de son ministère. Il serait assez intéressant d'examiner les barèmes et les tarifs douaniers et d'étudier certaines modifications qu'on y a apportées, mais je ne voudrais pas faire perdre son temps à la Chambre. Ces modifications ont visiblement été apportées directement à la demande de son ministère. Le ministre sait depuis longtemps que ce budget ne va pas assez loin. Le motif de l'amendement principal à cette motion est de faire ressortir ce fait. Elle ne critique pas ce qui a été fait. Elle déclare simplement et sans ambages que le budget ne contient pas de réductions suffisantes d'impôt et d'autres stimulants de nature à susciter ce qu'il nous faut au Canada, c'est-à-dire une expansion dynamique de notre économie actuellement aux prises avec une inflation croissante et permanente et ce qui semble être un chômage aigu inacceptable et presque perpétuel.

Je suis un peu déçu que le ministre n'ait pas profité de l'occasion pour nous dire une ou deux choses que nous devons savoir et que le monde des affaires et les contribuables en général doivent connaître si le gouvernement désire que nous fassions preuve à son égard de la confiance qu'il estime que nous devrions lui témoigner pour ses réalisations. Je n'ai rien à reprocher au budget mais j'avertis le gouvernement qu'il a l'illusion d'avoir été assez loin. Et c'est bien une illusion. Nous accueillons tous avec plaisir les allègements apportés aux familles économiquement faibles pour lesquelles il est très difficile de payer ne serait-ce que \$5 ou \$10 d'impôt sur le revenu par an mais nombre de ceux qu'on a rayés des listes d'imposition ne paient de toutes façons aucun impôt comme, par exemple, les pères de familles nombreuses.

Comme le ministre et le gouvernement le savent si bien, certains secteurs de l'économie ont été tellement languissants pendant longtemps que les principaux soutiens de famille, qui gagnent si peu de leur travail qu'ils figurent encore sur les listes d'assistance sociale de nos villes. Le budget ne crée pas un climat où notre économie puisse se développer et, grâce à l'expansion, absorber le niveau de chômage intolérable qui persiste. Voilà le problème principal de notre pays, et depuis longtemps.

Le gouvernement confond l'inflation avec d'autres forces économiques. Il aurait dû au moins avoir le courage de l'admettre. Il est un autre mot, encore plus essentiel, et qui me plaît. Par exemple, rien dans le